

Voix de la Haute-Maine
21/10/11

Déchets nucléaires à Bure/Saudron

« Il n'y a aucun endroit au monde où ça fonctionne »

Le Comité local d'information et de suivi (Clis) organisait cette semaine un voyage de presse à Bure/Saudron pour médiatiser l'étude qu'un cabinet indépendant, l'IEER, a rendue en début d'année. Même s'il s'agit à ses yeux de « la moins pire des solutions », ce dernier estime intenable la solution d'un centre de stockage des déchets nucléaires.

Le Comité local d'information et de suivi du laboratoire de Bure (Clis) avait invité cette semaine la presse nationale à prendre connaissance sur place du projet de stockage des déchets nucléaires de Bure/Saudron. *Ouest France*, *Le Figaro* et la chaîne de télévision allemande ZDF, ont fait le déplacement. Le but était de faire connaître les avis éclairés de l'Institut for energy and environmental research (IEER), un cabinet international qui a rendu ses conclusions sur le stockage de Bure en début d'année.

Pilotée par Arjun Makhijani,

l'équipe de l'IEER a fait à nouveau état d'interrogations scientifiques qui portent sur plusieurs points. La profondeur des failles, les données sur l'eau, le transport des matières radioactives... autant de questionnements qui pour le moment, n'ont pas trouvé de réponses. « Je ne suis pas confiant sur l'autocicatrisation de la roche », explique le scientifique, « nous n'avons pas de données sur la Zira [la Zone d'intérêt pour la reconnaissance approfondie, autrement dit l'endroit situé en Meuse où seront stockés les déchets nucléaires, MDLR] ».

Depuis, l'Andra et l'IEER se sont rencontrés. Visiblement les deux organismes restent chacun sur leur position avec une approche scientifique différente. Le cabinet indépendant estime que les délais sont ainsi toujours aussi tendus pour une mise en service du centre de stockage en 2025. « Il faudrait cinq, dix ou quinze ans de plus », reprend Arjun Makhijani qui ne manque pas, par ailleurs, de saluer le travail de l'Andra. Cependant, le choix de l'enfouissement reste problématique.

Pour une descenderie dans la Meuse

En effet, si aux yeux du président



Les membres du Clis restent très interrogatifs quant aux délais imposés.

de l'IEER, l'enfouissement reste la « moins pire des solutions », il constate également qu'il « n'y a aucun endroit au monde où ça fonctionne ». De quoi relancer un débat qui sera public dès 2013. C'est d'ailleurs une des raisons qui a poussé le Clis à faire connaître le résultat de cette étude. « On veut alerter les pouvoirs publics sur cette question », indique son président, Jean-Louis Canova.

L'IEER a rencontré dans la semaine l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et la Commission nationale d'évaluation (CNE). « On y va un peu au pas de charge, les délais ne sont pas tenables », reprend le président du Clis. Un Jean-Louis Canova qui est d'ailleurs revenu sur le problème posé par la descenderie. Une hypothèse serait que son entrée soit située à 5 km de la Zira et du côté

haut-marnais. Mais le maire d'Ancerville n'est pas de cet avis. « Il faut qu'elle soit au-dessus de la Zira pour des questions de coût mais surtout de sécurité », avance-t-il. « Pourquoi aller faire une descenderie à 5 km ? »

Tout cela laisse le sentiment que le problème des déchets nucléaires est très loin d'être réglé. « Par élimination, on n'a pas le choix », indique pour sa part le vice président du Clis, Robert Fembach. En ces temps de campagne préélectorale, le rapport de l'IEER pourrait alimenter le débat sur la sortie du nucléaire. C'est aussi un des buts du Clis. Chaque candidat aura très certainement à se prononcer sur cette délicate question, ainsi que son coût qui pour le moment, reste encore indéterminé mais n'ira pas en diminuant.

BERTRAND PUYSSÉGUR